

# L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE, FACE AU SPECTRE D'UNE QUATRIÈME GUERRE MONDIALE

Il s'agit bien d'une « quatrième » guerre mondiale. La troisième guerre mondiale s'est déroulée de 1948 à 1991, entre les démocraties occidentales et l'Union Soviétique (et ses satellites) et s'est terminée par la victoire des États-Unis « par K.O. » et l'effondrement de l'URSS. Elle peut être qualifiée de guerre « à basse intensité » (d'où le sobriquet de guerre « froide »). En réalité, cette période a connu de nombreuses guerres « chaudes », à commencer par la Corée (1950-1953), le Vietnam (1945-1975), en continuant par l'écrasement du soulèvement hongrois (1956) et du socialisme à visage humain en Tchécoslovaquie (1968), sans oublier le blocus de Berlin (1948), le « coup de Prague »<sup>(1)</sup>, l'utilisation des chars russes pour mater les révoltes ouvrières de Berlin ou Varsovie (1953) et plusieurs guerres civiles en Afrique (Angola, Mozambique) ou en Moyen-Orient (guerre des Six-jours et prise du Canal de Suez par les parachutistes français en anglais en 1956) et, bien sûr, l'Afghanistan qui vit la défaite des soviétiques, face aux « moudjahidines » armés par les américains, en 1989 et amena la chute de l'URSS (1991). Il faut aussi se rappeler que le monde frôla une guerre nucléaire, lors de l'affaire des missiles russes à Cuba (1962) et c'est grâce au bon sens de Khrouchtchev et à la fermeté de Kennedy que l'on évita l'embrasement...., de justesse !

Si l'on se reporte en arrière, on constate que les guerres « mondiales » ne commencent pas « par hasard ». Ainsi, si l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914 amena, par le jeu des alliances la Première Guerre Mondiale<sup>(2)</sup>, celle-ci se préparait depuis plus de 2 ans : en 1912, la France et l'Allemagne impériale faillirent entrer en guerre, à cause du Maroc. En 1912-1913, se déroulèrent 2 guerres « Balkaniques » attisées par les puissances européennes. Celles-ci avaient passées des années à constituer des coalitions (Triple Entente, Triple Alliance) destinées à faire face à une guerre qui se profilait d'une façon certaine.

Lors de la « Deuxième Guerre Mondiale », on retrouve le même schéma. Elle commence réellement en 1931, avec l'invasion de la Mandchourie par le Japon, se poursuit avec l'écrasement de l'Abyssinie (Ethiopie) par les italiens en 1936, continue avec la prise des Sudètes par l'Allemagne, s'élargit au cours de la guerre civile espagnole<sup>(3)</sup> de 1936 à 1939, puis avec l'« Anschluss » (1938).

Ensuite, il y a trois périodes : de septembre 1939 à juin 1941, c'est le combat des démocraties contre les dictatures (Allemagne, Italie, Japon) ; de juin 1941 à décembre 1941, le basculement de l'URSS<sup>(4)</sup>, d'une alliée de l'Allemagne à un adversaire malmené par les troupes du Reich ; de décembre 1941 à août 1945, les États-Unis rejoignent le conflit après Pearl-Harbour. Désormais, c'est la lutte du « Bien » (Occident et URSS) contre le « Mal » (l'Axe des dictatures).

On constate donc que les précédentes guerres mondiales se sont caractérisées par leur durée, leur émergence lente avec une montée en puissance progressive. La grande crainte que l'on peut avoir, c'est une alliance entre la Russie et la Chine, créant de facto un conflit entre les démocraties (l'Occident) et les dictatures (l'Orient), ce qui a le mérite de la clarté, car il s'agit effectivement d'une lutte entre deux visions du monde opposées. Déjà nous avons enregistré les signes avant-coureurs de cette guerre mondiale : l'attaque russe de la Géorgie (2008), la prise de la Crimée et du Donbass (2014), sans oublier les interventions en Syrie, en Libye et maintenant au Mali<sup>(5)</sup>. Quant aux chinois, après avoir « pacifié » le Tibet et le Sin-Kiang et « normalisé » Hong-Kong, ils attendent une occasion pour envahir Taïwan.

Dans ce type de guerre généralisée, l'importance des chefs est primordiale. On ne remerciera jamais assez Reagan d'avoir initié la « guerre des étoiles », pour terrasser l'URSS<sup>(6)</sup>. Malheureusement ses successeurs ne furent pas à la hauteur de leur tâche (ainsi Georges W. Bush qui déclencha la seconde guerre avec l'Irak). Du côté opposé, nous observons 2 dictateurs, avec des pouvoirs étendus, pas d'opposition ferme (les voix discordantes sont systématiquement éliminées), des armées renforcées et une haine exacerbée de l'Occident et de ses valeurs.

Il est probable que le sort de l'Ukraine est scellé. Quel sera le suivant : la Géorgie, la Moldavie ou la Finlande ? Aucun de ces pays n'appartient à l'OTAN et donc ne bénéficie d'aucune protection militaire. La Lettonie (40 % de russophones) peut également être inquiète<sup>(7)</sup> ; heureusement elle fait partie de l'OTAN. D'où la question : les américains sont-ils prêts à mourir pour Riga ? Ils risquent d'être déjà préoccupés par les prochains développements en mer de Chine. En ce qui concerne l'Union Européenne, elle est totalement « tributaire » (au sens de « vassal »)

des Etats-Unis. En effet, premièrement, elle ne dispose pas d'armée conventionnelle crédible. Deuxièmement, elle ne maîtrise des outils de la communication moderne (aucun GAFAM européen). Troisièmement, elle est dépendante du gaz russe et, particulièrement les allemands (55 % de leur gaz) qui, stupidement, ont fermé toutes leurs centrales nucléaires. C'est donc les américains qui mèneront la guerre à leur guise, s'ils veulent le conflit.

Abordons maintenant le versant économique. La guerre en Ukraine, appelée à durer va déstabiliser l'économie mondiale. On le constate déjà au niveau du marché des matières premières. Les prix du pétrole et du gaz atteignent des sommets. Le cours du blé risque de suivre la même courbe. La possibilité d'une coupure du gaz russe se profile également à l'horizon, en réponse aux sanctions prises par les occidentaux. La disruption des flux commerciaux va renforcer les tendances inflationnistes, entraînant une chute sensible du pouvoir d'achat. Les gouvernements occidentaux (et leurs banques centrales) vont être placés devant le dilemme suivant : soit augmenter les taux d'intérêt pour combattre l'inflation et éviter la fuite des capitaux vers les actifs « réels » (or, immobilier, etc.), avec comme conséquence une crise du surendettement des classes moyennes et une hausse des dettes des entreprises. Ou bien, les taux d'intérêt sont maintenus bas et l'inflation muselée, grâce à l'intervention des pouvoirs publics et le versement de compensations aux ménages en particulier pour les dépenses d'énergie et les denrées indispensables à la vie de tous les jours. Dans ce cas, c'est l'endettement de l'Etat qui va s'accroître. Ceci étant, c'est toujours le cas en période de guerre : ainsi la dette américaine dépassait le 200 % du PIB en 1945 ! Les règles de Maastricht ne peuvent plus s'appliquer dans un tel contexte. C'est probablement la stratégie du maintien des taux bas qui sera appliquée.

Le 24 février 2022, date de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes marquera vraisemblablement une rupture avec la période précédente. Désormais, les Etats vont rechercher l'autonomie militaire, économique et énergétique... à tout prix. La hausse des dépenses militaires<sup>(8)</sup> va entraîner une augmentation des déficits publics. La transition énergétique va prendre une autre direction : la recherche de la souveraineté, quitte à rouvrir des centrales thermiques ou nucléaires : les guerres ne favorisent pas les politiques de « décarbonisation »<sup>(9)</sup>.

Le dernier point concerne la durée des hostilités<sup>(10)</sup>, qui est aujourd'hui imprévisible. Même la guerre d'Ukraine peut dégénérer en guérilla, sur le modèle afghan. Un temps plus ou moins long peut se dérouler, avant la prochaine attaque russe. Un élément essentiel dans cette équation à multiples inconnues, est l'évolution de la relation Chine-Russie. Si un rapprochement profond s'opère<sup>(11)</sup>, les relations économiques internationales en seront profondément bouleversées. Bref, nous entrons dans une nouvelle ère.

Pour terminer, mon plus grand souhait, c'est que je me trompe dans mon analyse et que la guerre se termine grâce à des négociations de dernière minute...

Bernard Marois

<sup>(1)</sup> Prise du pouvoir par les communistes d'une façon illégale et basculement dans le camp soviétique.

<sup>(2)</sup> Contrairement à l'idée reçue, cette guerre mondiale ne s'est pas terminée le 11 novembre 1918, mais en 1923, après la guerre russo-polonaise, la guerre civile russe (1918-1922) et la fin de la guerre gréco-turque (1923), marquée par le traité de Lausanne, soit 5 années supplémentaires !

<sup>(3)</sup> Au cours de laquelle, les armées allemande et italienne sont venues tester leur force.

<sup>(4)</sup> Entre août 1939 et juin 1941, l'URSS a été l'alliée de l'Allemagne, ce qui lui a permis de conquérir, en toute illégalité, la partie orientale de la Pologne, les pays baltes et la Finlande.

<sup>(5)</sup> Les troupes russes sont également présentes en Arménie (guerre du Haut-Karabagh) et au Kazakhstan (à la demande du président Kazakh)

<sup>(6)</sup> On peut également remercier Gorbatchev d'avoir eu l'intelligence de « rendre les armes » sans vraiment combattre.

<sup>(7)</sup> Poutine aurait dit : « la Russie a vocation à s'installer partout où il y a des russes ». Cette philosophie nous rappelle les propos d'Hitler, disant que « tous les allemands doivent faire partie du « Reich ».

<sup>(8)</sup> L'Allemagne a déjà annoncé la mise en place d'un vaste plan de « réarmement » de 100 milliards d'euros.

<sup>(9)</sup> Par nature les guerres favorisent les secteurs à haut rejet de carbone (armement, énergies fossiles) sans oublier les destructions (polluantes) et les dommages collatéraux (incendies, hausse de la radioactivité, en cas « d'incident » nucléaire, etc.).

<sup>(10)</sup> N'oublions pas qu'officiellement la guerre russo-ukrainienne a débuté en 2014, avec l'invasion de la Crimée, puis du Donbass !

<sup>(11)</sup> Il existe beaucoup de caractéristiques similaires : régimes dictatoriaux et puissants, même haine de l'Occident de la part de Poutine et Xi et fortes complémentarités économiques : la Russie possède les matières premières et la Chine la technologie et une monnaie reconnue, le yuan.